

Convention collective départementale

IDCC : 829. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(VAUCLUSE)**

(20 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 5 mai 1981,
Journal officiel du 13 juin 1981)

■ *Journal officiel* du 4 août 2009

**Arrêté du 28 juillet 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques et industries
connexes de Vaucluse (n° 829)**

NOR : MTST0917781A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu les arrêtés des 5 juin et 9 juillet 1981 et les arrêtés successifs, notam-
ment l'arrêté du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collec-
tive des industries métallurgiques et industries connexes de Vaucluse du
20 janvier 1976 et des textes la complétant ou la modifiant, notamment
l'avenant n° 54 du 1^{er} décembre 2006 portant révision de ladite convention ;

Vu l'avenant n° 57 du 29 avril 2008 modifiant certaines dispositions de la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 29 août 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
10 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-
tries métallurgiques et industries connexes de Vaucluse du 20 janvier 1976, à

l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant n° 57 du 29 avril 2008 modifiant certaines dispositions de la convention collective susvisée.

L'article 3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code du travail.

L'article 5 est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 1331-2 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.